10/17/2002 12:46 FAX 12122285889 HARPER MAGAZINE 12122285889 002

LE SOIR

Mercredi 9 Octobre 2002

A bout portant

« Où sont donc tous les Américains favorables à la guerre ? »

Une voix singulière aux États-Unis

Lewis Lapham, rédacteur en chef du mensuel « Harper's Magazine », est une voix singulière aux États-Unis. Élégante, réfléchie et... dissidente. On crédite Lewis Lapham du sauvetage du magazine, fondé en 1850 et dont il a pris la direction en 1983. Il en a préservé la tradition littéraire.

Lewis Lapham, essayiste couronné, auteur de nombreux ouvrages, rédige un « carnet », sa verve acérée transparaît aussi à chaque ligne de son « Harper's Index », impitoyable inventaire de statistiques, comme celles-ci : « nombre de juifs ayant, la mise en garde par l'ambassadeur américain contre un vote socialiste en Belgique : 4. Pourcentage du changement, après l'avertissement, du nombre de Boliviens qui ont voté socialiste : + 198. »

L'homme qui se souvient du bombardement de Pearl Harbor – « un mois avant mon septième anniversaire » – a vu Molotov et le roi Faïçal défiler dans les salons de sa famille de diplomates et de militaires, chez son grand-père, maire de San Francisco quand s'y discutait la charte des Nations unies. Il devint correspondant du « New York Herald Tribune » en 1961, début d'une vie d'écrivain et d'observateur de l'Amérique. •

Comment expliquez-vous le manque apparent d'opposition, aux USA, à la politique de Bush ?

Il faut distinguer entre le Congrès, les médias et le public. Il y a une dissidence non négligeable à l'intérieur des États-Unis, mais elle ne reçoit pas de publicité. La manifestation importante à Central Park a eu droit à quelques paragraphes dans le cahier d'informations locales du « New York Times ». Je reviens de la côte ouest, où je suis allé promouvoir mon livre ; j'attire beaucoup de gens, opposés à une invasion de l'Irak. J'attends de rencontrer une personne, un chauffeur de taxi, un ploutocrate de Wall Street ou un soi-disant intellectuel, qui soit en faveur de la guerre. Au Congrès, on me [illegible] sur les élus sont à 250 contre 1 opposés à la guerre. Où sont donc tous ces gens qui y sont favorables, d'après les sondages ? La « grande presse » minimise l'opposition, en dépit des « lettres ouvertes » occasionnellement publiées par le « New York Times » ou le « Washington Post » – mais pas le « Wall Street Journal », le plus influent, vu son lectorat. Pour ce qui est des partis, rien ne distingue réellement les politiques des républicains et celles des démocrates, qui n'ont plus rien à dire depuis 1968.

Le discours d'Al Gore, présenté comme le porte-voix de l'opposition, s'en tient aux détails...

Il critique le moment, le processus, la mauvaise allocation des ressources. Ce n'est pas une alternative, une dénonciation de la guerre, comme une stupidité et une folie.

Pour comprendre George Bush, on se reportera à son discours du 20 septembre : la puissance fait le droit. On l'a relevé avant moi, c'est un rejet de la souveraineté des États, née avec le traité de Westphalie. Cela conduira à la destruction tôt ou tard : l'histoire regorge d'exemples. Je ne crois pas que George Bush sache ce qu'il dit. Condoleezza Rice, (présidente du Conseil national de sécurité) est très maligne mais profondément idiote. Elle ne sait rien de l'histoire, pas plus que Bush, le vice-président Cheney ou le ministre de la Justice Rumsfeld.

Le Congrès est aussi ignorant ?

Il épouse la notion du « pouvoir suprême du gouvernement » ; il n'est pas enclin à questionner un ennemi qui, après tout, a été installé par la Cour suprême. Et on ne devient pas candidat politique sans s'être rendu agréable à la classe des mécènes, les deux cent mille personnes et entités (entreprises, groupes d'action politique, syndicats...) qui peuvent contribuer chacun à concurrence de plus de cent mille dollars. Et quand on en arrive au point d'être élu, c'est fini, il n'y a plus de différence entre les candidats ; il n'y en a pas tellement entre Bush et Clinton. Pendant huit ans, Clinton a mené une politique républicaine et les médias ne sont guère enclins à mettre cela en question, pas plus que la chaîne NBC, dont General Electric, le premier industriel de l'armement, a le contrôle, n'est encline à s'interroger sur la guerre. Pour faire carrière dans le journalisme, on ne mord pas la main qui vous nourrit ; on ne dit rien de gênant si on veut continuer à recevoir les invitations et être sûr qu'on accepte les communications quand on téléphone.

Et on lie toujours l'opinion à une source précise : ces intellectuels dépendant des médias, ces légions d'experts, débatteurs, ceux dont les livres sont remarqués parce qu'ils portent la bonne nouvelle, en accord avec les vues dominantes : les fadaises d'un Samuel Huntington ou d'un Bernard Lewis, on pourrait en citer des volumes...

« Comme disent les tragiques grecs, c'est dans la souffrance qu'on trouve la connaissance »

Le constat, ajouté à la conviction qu'ont beaucoup d'Américains de l'infaillible bonté des USA et que vous brocardez dans votre livre, incite au pessimisme. Y a-t-il une issue ?

Grandir ! L'Amérique est encore adolescente ; elle s'accroche à la notion de sa propre innocence, elle refuse de lire l'histoire ou de reconnaître ses limites et cela fait une partie de son charme. L'échec pour se nuire en succès, on est prêt à tout parier sur l'avenir : c'est pour cela qu'on a sans doute plus d'opportunités ici qu'en France ou en Italie, pour parler des deux pays que je connais le mieux. Mais cette absence de connaissance de soi finit par vous rattraper, ou, comme le disent les grands tragiques grecs, c'est dans la souffrance qu'on trouve la connaissance.

Le 11 septembre indique cette connaissance ?

Oui, de façon perverse, cela pourrait conduire à des politiques plus sérieuses, qui comprennent mieux le monde comme un tout, où un pays ne règle seul aucun des problèmes importants, que ce soit la maladie ou la guerre. On aime bien, ici, parler de « monde interdépendant », mais on ne fait guère plus. La crise pourrait être une occasion d'apprendre... si nous ne baissons pas en retraite pour nier la réalité, ce que nous faisons aussi excellemment. Si j'écrivais l'histoire, à cent ans d'ici, je pourrais considérer le déclin et la chute de la suprématie américaine et peut-être dater d'ici le déclenchement de cette séquence, si nous nous engageons dans une longue guerre aux espoirs au Moyen-Orient ou en Irak, qui déclencherait d'autres désagrégations. Et on engouffrera là-dedans des milliards de dollars. Rien que pour les préparatifs, on en est déjà à un milliard par jour. On le ferait parce que la puissance fait le droit et ce qui fut une république démocratique sera remplacé par un semblant d'empire. Je ne vois qu'échec, peste et déclin pour nulle un tel événement. Alors la crise, presque constitutionnelle, nous fera-t-elle réfléchir à quel pays nous sommes ? C'est vrai que 2002 est très différent de 1787 (création de la convention constitutionnelle), mais je ne crois pas qu'on pense beaucoup actuellement à la manière de reconfigurer les idées de liberté, de justice dans un nouveau contexte. Il y a peu de réflexion politique, juste beaucoup d'images d'avions qui décollent des porte-avions...

Qu'en est-il du l'intérêt économique du « mécénat », dans ce scénario de guerre ?

Je vois l'avenir économique en déclin. Le Dow Jones a perdu la moitié de sa valeur en deux ans, le chômage augmente, les retraités s'inquiètent de la baisse de leurs fonds de pension, le dollar perd de sa valeur... et l'économie américaine est dépendante des investissements européens et japonais. S'il y a issues de ferment, un politicien finira bien par donner une voix à tout cela et pourrait trouver l'argent pour son message... en 2004 car il ne se passera rien aux prochaines élections. Peut-être à ce moment une invasion pourra-t-elle vue comme la guerre que je pense qu'elle serait – et on en tirera les leçons politiques. Contrairement à Chomsky (Noam Chomsky, linguiste et observateur très critique de la politique américaine), je conserve l'espoir, je ne vois pas un avenir irrémédiablement sinistre. Je pense qu'il y a beaucoup de gens intelligents et de bonne volonté aux États-Unis ; ils sont dépassés comme une bande de fugitifs vaguement associés, sans forme ni définition. La question est de savoir si l'Amérique arrivera à se sortir de l'ornière du cynisme...

« La question est de savoir si l'Amérique arrivera à se sortir de l'ornière du cynisme... »

Du messianisme ? Dans vos ouvrages, vous évoquez en détail ses liens particuliers que l'Amérique entretient avec la religion...

Il faut comprendre que l'Amérique commence, avec les puritains, comme une aventure religieuse. Ceci qui n'était pas admis dans une congrégation n'y bénéficiait l'aucun droit civil. De là est née la notion d'un « peuple élu », qui a un arrangement spécial avec la Providence – et des Américains qui se sentent par définition vertueux. Quand on crut risquer de perdre la guerre froide, on a mis « in God we trust » sur les billets de banque et, encore aujourd'hui, si je me fonçais dans une campagne électorale en disant que je suis athée, elle serait finie en vingt minutes. La religion fait partie des habitudes mentales américaines – souvenez-vous de Clemenceau qui, après avoir lu les « 14 points » de Woodrow Wilson, déclare « Dieu n'en n'avait que 10 ». Il avait tout compris. Bush et [illegible] NDLR), eux, sont de vrais croyants, des gens qui pensent qu'ils sont « dans le camp de Dieu » comme au Moyen Age, dans une croisade contre les infidèles. Cheney et Rumsfeld sont plus cyniques, à la manière de cardinaux de la Renaissance qui volent dans la religion un outil pour soumettre les crédules et piller les richesses du monde. C'est ce à quoi on réduit la politique étrangère américaine quand on envoie des troupes défendre le pipeline d'Occidental Petroleum en Colombie, comme on vient de le faire, ou les plantations de bananes au Guatemala. Alors, oui, les chances de convaincre les foules avec d'autres idées ne sont pas gagnées d'avance. Ce ne sera pas un débat (élégiaque ou démagogique ; l'autogouvernement démocratique est la chose la plus difficile, elle requiert d'être éduqué. Or, on compte 40 millions d'analphabètes aux États-Unis.

C'est là que tout commence ?

Jadis, le but de l'éducation était de former des citoyens. Maintenant, on veut des individus qui réussissent. Et qui ne feront plus nécessairement des magistrats, des fonctionnaires au service du pays, mais des individus qui travailleront indifféremment pour EF, Vivendi ou Deutsche Bank et dont l'objectif sera d'atteindre la fortune la plus impossante possible et de la mettre à l'abri d'un paradis fiscal. Il y a 50 ans, « public » avait une connotation positive. C'est fini.

Même après le 11 septembre et la célébration des « héros » du service public ?

Non, rien n'a changé. J'espérais que le 11 septembre serve de révélation, pas en changeant tout, mais en incitant au changement. Ce n'est pas encore le cas. Au lieu de progresser, nous régressons. Quand on bombarde l'Irak, on investit dans le passé. Construire des écoles où l'on apprend l'arabe, cela, ce serait investir dans l'avenir. •

Propos recueillis par
NATHALIE MAYTHIEUX